

Monsieur le Préfet, mesdames, messieurs,

J'interviens de façon brève, donc forcément synthétique pour exprimer un point de vue, un regret, un souhait et enfin, quelques propositions.

### **Un point de vue.**

Le Grenelle de l'environnement est une démarche qui présente à mes yeux de l'intérêt et suscite une forte mobilisation.

Il fait émerger un vrai consensus sur le diagnostic et l'urgence de la situation. L'attribution du prix Nobel de la paix, la semaine dernière, adresse le même message à l'opinion mondiale.

Il mobilise l'Etat, les collectivités locales, les partenaires économiques et sociaux, les associations et les ONG.

Il a besoin d'un large débat public, sans doute plus approfondi que celui qui est proposé, aujourd'hui, pour mobiliser tous les citoyens.

### **Un regret.**

On parle essentiellement d'environnement. Je préfère que l'on parle de développement durable, ce qui oblige à requalifier la croissance, préciser la place du marché et rappeler le rôle de l'Etat.

Face à l'immensité des besoins dans le monde, **la croissance** est nécessaire : ce sont essentiellement les « surplus » et non pas « l'existant » qui permettent une meilleure distribution des richesses et un recul de la pauvreté. La croissance procure ces « surplus ». Elle permet de stimuler la recherche (améliorer l'efficacité énergétique des moteurs, accès à une eau de qualité, agriculture,...).

**Le marché**, qui par essence recherche plutôt le profit à court terme favorisant pillage et gaspillage des ressources est-il capable d'une vision de long terme ? Il ne me semble pas être l'acteur le plus qualifié pour conduire le combat en faveur du développement durable.

Il est donc essentiel de disposer d'une **gouvernance forte**, d'une régulation publique forte pour privilégier l'intérêt général avant les intérêts particuliers et pour investir pour l'avenir (la recherche), et pour tous (la solidarité).

Nous avons donc besoin d'un Etat fort, capable de faire appliquer les lois existantes et de les améliorer si nécessaire, de préparer l'avenir, d'organiser la solidarité, d'orienter par la commande publique, par ses subventions, par la création de normes, vers plus de développement durable.

Malheureusement, à l'heure où le gouvernement affiche sa volonté de toujours moins d'Etat, réduisant ses personnels, ses moyens, sa présence territoriale, je constate une contradiction majeure avec ce besoin d'un Etat acteur du développement durable.

Enfin, le contexte européen paraît très absent des propositions des groupes de travail. Or en matière de normalisation et de réglementations – pensons à l'exemple de l'eau – on ne peut ignorer l'Union Européenne.

### **Un souhait.**

Une telle effervescence implique un résultat à la hauteur de la mobilisation. De réelles mesures doivent être proposées à l'issue de ce Grenelle, non pas un affichage de mesures emblématiques, mais un plan d'action global, cohérent, accompagné d'un échéancier et d'indicateurs d'évaluation.

La crédibilité de ce plan se mesurera à l'aune des moyens et des financements mobilisés ou redéployés.

Nous savons que la mise en œuvre de la plupart des mesures incombera essentiellement aux collectivités locales. Ce sont elles qui réalisent les infrastructures de transport, les

logements. Elles gèrent les déchets, elles distribuent l'eau et participent à la reconquête de sa qualité, elles soutiennent l'activité économique.

Il est donc indispensable de chiffrer les mesures proposées. Et il faudra être attentif : car l'objectif affiché du gouvernement est de ne pas aggraver la fiscalité. Je ne souhaite pas que cela se traduise en un transfert supplémentaire vers nos collectivités, sans leur donner les moyens nécessaires et donc en les obligeant à augmenter la fiscalité locale.

### Quelques propositions.

1. **transports déplacements.** Je rappelle l'urgence de mettre Brest et Quimper à 3 heures de Paris par le train, la volonté de réduire le temps de trajet par le train entre Brest et Quimper, l'utilité du tramway pour Brest Métropole Océane. Une idée d'écotaxe a été avancée. Attention, car l'économie bretonne est très dépendante du transport routier.
2. **solidarité.** Le logement est un poste de dépenses majeur pour les familles. Réduire le montant des charges de chauffage ou de consommation d'eau est indispensable. D'où la nécessité de nouvelles normes dans la construction et le financement du logement social. Le coût du foncier empêche souvent de se loger à proximité de son lieu de travail, particulièrement dans notre département, où la proximité du littoral aggrave encore cette pression. D'où la nécessité d'outils de régulation foncière et de lutte contre l'étalement urbain.
3. **déchets.** Le Conseil général élabore le plan départemental d'élimination des déchets ménagers. Parlons plutôt de plan de gestion et de valorisation. Il faut que ces plans puissent s'imposer dès leur adoption après un débat public.
4. **pêche et littoral.** La dimension maritime de la France est pratiquement absente des propositions. Il faut gérer la ressource halieutique pour permettre la pérennité de la filière pêche fraîche finistérienne. Je suis très inquiet de la proposition des quotas individualisés. Comment assurer une gestion globale de la ressource ? Comment favoriser l'installation des jeunes avec un risque de « patrimonialisation » des droits de pêche ?
5. **agriculture.** La nouvelle Politique agricole commune est une opportunité pour orienter les soutiens publics vers une agriculture respectueuse de l'environnement et vers le développement rural.
6. **recherche.** Le Finistère et ses centaines de kilomètres de côtes, l'agglomération brestoise avec la présence d'Ifremer, du pôle d'excellence mer, de nombreux instituts et établissements industriels, peuvent accueillir le centre français de recherche et développement pour les énergies renouvelables marines.
7. **éducation.** Les collèges peuvent être des lieux d'apprentissage du développement durable, de l'habitude d'une alimentation équilibrée, de la formation de l'esprit critique face à la multiplication des sources d'information. La composante scientifique de la culture est indispensable pour participer aux choix auxquels notre société est confrontée et éviter obscurantisme, peurs irrationnelles et faux arguments scientistes.
8. **énergie.** A court terme des enjeux importants sont posés pour la sécurisation de l'approvisionnement en électricité de la Région et plus encore du Finistère. Dans un contexte où les ressources pétrolières seront de plus en plus convoitées et face aux changements climatiques aujourd'hui avérés, la recherche de solutions cohérentes et durables constitue un enjeu important pour le développement de notre territoire.

Il y aurait, évidemment, beaucoup d'autres thèmes à aborder et d'arguments à développer. Je ne le ferai pas.